



EXTRAIT

Registre des Délibérations du Conseil Municipal de la Ville de PUTEAUX

Séance du **10 AVRIL 2025** sur convocation adressée aux
Conseillers le 4 avril 2025

ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2025 DU BUDGET ANNEXE DU RESTAURANT ADMINISTRATIF

L'an **deux mille vingt-cinq**, le **dix avril à neuf heures et trente minutes**, les membres composant le Conseil Municipal de PUTEAUX, convoqués en application des articles L.2121-7, L.2121-10 et L.2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et individuellement par lettre d'invitation, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence du Maire, **Madame Joëlle CECCALDI-RAYNAUD**.

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme AMSELLEM a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'elle a acceptées.

Présents – Mme Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, M. Vincent FRANCHI, Mme Anne-Marie AMSELLEM, M. Jean-Marie BALLET, M. Bernard GAHNASSIA, Mme Isabelle GIRARD, M. Franck CAVAYE, Mme Raymonde MADRID, M. Pascal CAUMONT, Mme Marie-Cécile MENARD, M. Robert BERNASCONI, Mme Ronit KAROTCHI, M. Christian GUILLEROT, Mme Martine TROPENAT, Mme Malika COUDER, Mme Pariza MESSAOUDENE, M. Thierry STURBOIS, M. Eric MALEVERGNE, M. Alexandre ROUSSET, Mme Anne-Laure LEBRETON, M. Sébastien BOUCHINDHOMME, M. Danny GOUIN, M. Vincent METIVIER, Mme Nathalie FERNANDES, M. Alexis CHANTELOUP, M. Serge Koba, M. Emmanuel CANTO, M. Christophe HAUTBOURG, Mme Bouchra SIRSALANE, M. Brice LOE MIE, Mme Belma BOJIC, M. Francis POEZEVARA

Ont donné mandat – M. Jean-Michel MARCHIONI à Mme Ronit KAROTCHI, M. Moussa GHANEM à M. Christian GUILLEROT, Mme Dominique RENOUF à Mme Marie-Cécile MENARD, Mme Sophie ANDRE à M. Robert BERNASCONI, Mme Isabelle CAZENAVE à M. Vincent METIVIER, Mme Marion LAMBERTI à M. Pascal CAUMONT, Mme Géraldine HERMANN à Mme Pariza MESSAOUDENE, Mme Najat ZERHOUNI à Mme Anne-Laure LEBRETON, M. Edouard LOTTEAU à M. Sébastien BOUCHINDHOMME, Mme Olivia SZATKOWSKI à M. Alexis CHANTELOUP, Mme Anne BRUMENT à Mme Bouchra SIRSALANE

lesquels forment la majorité des membres du Conseil Municipal en exercice. Le quorum étant atteint, le Conseil peut délibérer valablement en application de l'article L.2121-17 du Code précité.

ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2025 DU BUDGET ANNEXE DU RESTAURANT ADMINISTRATIF

Le projet de budget annexe 2025 du restaurant administratif soumis à l'approbation du Conseil municipal s'équilibre de la façon suivante :

Section de fonctionnement :

Dépenses : 1 006 724,27 €

Recettes : 1 006 724,27 €

Section d'investissement :

Dépenses : 63 444,29 €

Recettes : 63 444,29 €

Le budget annexe du restaurant administratif a la particularité d'être assujetti à la TVA : les recettes provenant de la cantine destinée au personnel communal sont ainsi soumises à la TVA.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Le produit des recettes se compose ventes aux usagers (agents) ainsi que les participations des institutions ayant conventionné avec la Ville pour que leurs agents puissent accéder au restaurant le 67 : l'OPH, l'EPT POLD, le syndicat GENERIA, le Tribunal d'instance ainsi que les agents et membres du Club 102 et du CCAS.

Pour 2025, il est proposé d'inscrire 328 K€ de recettes prévisionnelles regroupant la participation des institutions et celles usagers afin de tenir compte du succès de la prestation et des recettes qui lui sont associées et d'en refléter la dynamique.

Enfin, le projet de budget annexe 2025 intégrera en recettes une subvention d'équilibre du budget principal de 550 K€, identique à celle versée lors de l'exercice 2024, ainsi que la reprise du résultat du compte administratif 2024 à hauteur de 128 724,27 €.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les principaux postes de dépenses de la section de fonctionnement sont l'alimentation pour 370 K€ (355 K€ au budget primitif 2024) et les frais de personnel pour 506 K€.

Les charges de personnel augmentent de 46 K€ par rapport au budget primitif 2024 afin d'anticiper de nouvelles augmentations potentielles qui pourraient survenir en 2025 et d'intégrer, notamment, les mesures d'augmentation des cotisations des employeurs territoriaux en vue de combler le déficit de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL) prévues l'Etat.

Si les prix des denrées alimentaires ont paru se stabiliser, voire baisser, lors de l'exercice précédent il est démontré que ceux-ci demeurent extrêmement sensibles au contexte géopolitique international qui demeure incertain tant du côté de la crise ukrainienne que de celui de la politique commerciale impulsée par les Etats-Unis.

Le monde agricole français demeure lui aussi sous tension et l'évolution de cette crise latente impactera elle aussi fortement les prix.

Toutefois, la ville de Puteaux demeure engagée dans le choix de produits agricoles et alimentaires français et souhaite recourir davantage encore aux produits biologiques. En 2024, Il a été servi 39,60% de produits éligibles à la loi EGALIM soit 17,40% de produits bios et 22,20% labellisés soit +1,8% par rapport à 2023.

La prévision budgétaire en fourniture de produits alimentaires doit donc demeurer à la fois prudente et être à la mesure des objectifs qualitatifs fixés.

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Le financement de la section d'investissement est assuré par une partie de l'excédent de la section de fonctionnement de 2024 affectée au compte 1068, soit 1 444,29 €, ainsi que par les amortissements à hauteur de 11 000 € et le virement prévisionnel de la section de fonctionnement pour 51 000 €.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

62 000 € de dépenses d'équipement sont prévues pour l'exercice 2025. Elles auront pour principaux objectifs :

- La pose d'un nouveau faux plafond (50 K€) ;
- L'achat de nouveaux équipements de cuisine et de mobilier professionnel (10 K€).

S'y ajoute le solde d'exécution de la section d'investissement de 2024 pour – 1 444,29 €.

Il est proposé au Conseil Municipal d'adopter le budget primitif 2025 annexe du Restaurant Administratif strictement équilibré en recettes et en dépenses.

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la réforme de l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

Vu l'instruction fiscale du 21 mars 2001, publiée au Bulletin Officiel des Impôts n° 62 du 30 mars 2001 ;

Vu l'instruction n°01-067-M0 du 1er août 2001 relative aux nouvelles règles de T.V.A. applicables aux cantines administratives ;

Vu la délibération du 19 décembre 2001 relative aux modalités de vote du budget annexe du restaurant administratif ;

Vu la délibération n°2023-112 du 29 septembre 2023 ayant adopté la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2024 ;

Vu la délibération n°2023-145 du 6 décembre 2023 ayant adopté le règlement budgétaire et financier de la Ville de Puteaux ;

Vu le projet de budget primitif 2025 annexe du restaurant administratif ci-annexé ;

Considérant la nécessité d'approuver le budget annexe du Restaurant administratif avant le 15 avril 2025 ;

Vu le rapport de présentation ci-annexé ;

Vu la maquette ci-annexée ;

DELIBERE :

Article 1er : Adopte le budget annexe 2025 du restaurant administratif rigoureusement équilibré en dépenses et recettes :

	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	
	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
Opérations réelles 2025	944 724,27 €	878 000,00 €	62 000,00 €	
Excédent / déficit reporté 2024		128 724,27 €	1 444,29 €	
Affectation au compte 1068				1 444,29 €
Restes à réaliser 2024				
Opérations d'ordre 2025	62 000,00 €			62 000,00 €
TOTAL	1 006 724,27€	1 006 724,27€	63 444,29 €	63 444,29 €

Article 2 : Précise que la maquette du budget primitif du budget annexe Restaurant Municipal pour 2025 est annexé à la présente délibération.

Le 18/04/2025

Pour le Maire et par délégation
Le 2^{ème} Adjoint au Maire

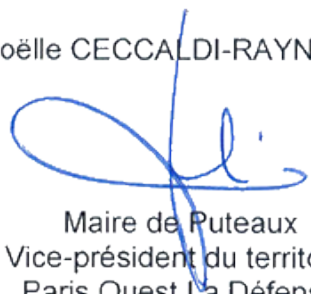


Anne-Marie AMSELLEM




Le 17/04/2025

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD



Maire de Puteaux
Vice-président du territoire
Paris Ouest La Défense



**Délibération adoptée,
par :**

41 **Voix pour**
0 **Voix contre**
2 **Abstention(s)**
0 **NPPV**

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Dans le cadre de la dématérialisation des procédures administratives, ce document a été visé et signé numériquement.